

BULLETIN TRIMESTRIEL

SUR LA PETITE ENTREPRISE

La petite entreprise
GAGE D'EMPLOIS ET DE CROISSANCE
Printemps 1998

Industrie Canada Industry Canada
Ottawa, Canada
K1A 0H5

Message à nos LECTEURS

En réponse à vos suggestions, nous avons commencé à modifier le Bulletin. En plus des tendances et des statistiques de base habituelles, vous y trouverez dorénavant un supplément portant sur un éventail de sujets, par exemple, des mises à jour sur les exportations, les sciences et la technologie, des rapports spéciaux, des études et d'autres sujets d'intérêt.

Dans ce numéro, nous avons ajouté une section sur les indicateurs économiques et vous trouverez dans le supplément le compte rendu d'un sondage mené auprès des dirigeants de petites entreprises de la nouvelle économie, ainsi que des informations sur le taux d'imposition des sociétés commerciales au Canada.

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* a pour objectif de donner un aperçu des principales statistiques et des grandes tendances relatives aux petites entreprises et de renseigner les lecteurs sur les faits nouveaux dans le domaine. Nous accepterons avec plaisir toute suggestion visant à améliorer notre publication. N'hésitez pas à nous faire parvenir vos commentaires par courrier électronique à :

abdullahi.rizak@ic.gc.ca

Nous vous remercions de l'intérêt soutenu que vous portez au Bulletin. Bonne lecture!

Peter Sagar
Directeur général
Bureau de l'entrepreneurship et de la petite entreprise
Industrie Canada
sagar.peter@ic.gc.ca

Canada

Sommaire	
Grandes tendances	2
Création d'emplois	2
Entreprises avec salariés	3
Rendement des entreprises	4
Conditions d'affaires	4
Prêts aux entreprises	5
Travail indépendant	5
Faillites commerciales	5
Coup d'œil sur l'économie	6
Supplément	7
Faits nouveaux	8

Industry Canada
Library - Queen

JUN 10 1998

Industrie Canada
Bibliothèque - Queen

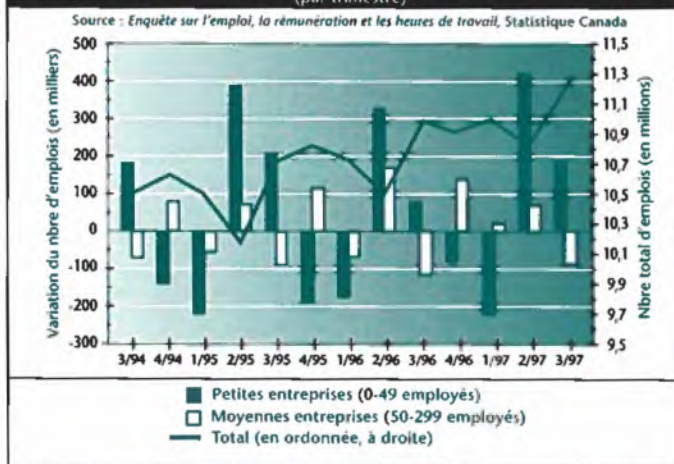
Canada

GRANDES tendances

- Plus de 430 000 emplois nets ont été créés entre le troisième trimestre de 1996 et celui de 1997, soit une amélioration par rapport aux 146 000 emplois nets créés pendant la période correspondante un an plus tôt. Près de 70 % des emplois créés sont attribuables aux petites et moyennes entreprises (PME).
- Le nombre de nouvelles entreprises avec salariés a grimpé de 16 008 entre 1996 et 1997, après avoir légèrement augmenté entre 1995 et 1996. C'est dans l'Ouest du Canada que la croissance demeure la plus marquée.
- Au cours des 18 derniers mois, la marge bénéficiaire des grandes entreprises est demeurée relativement stable, entre 6,8 et 7,7 %, tandis que celle des moyennes entreprises a varié entre 5,8 et 7,6 %.
- Environ 18 % des moyennes et grandes entreprises du secteur manufacturier avaient l'intention d'accroître leur effectif au quatrième trimestre de 1997, comparativement à 7 % dans le cas des petits fabricants.
- Le volume des prêts accordés aux PME par les banques à charte a atteint la valeur record de 54 milliards de dollars au troisième trimestre de 1997.
- Depuis le début des années 1990, la proportion de travailleurs indépendants au Canada augmente de façon constante par rapport à la population active, affichant une croissance moyenne de 3,3 % comparativement à 2,4 % dans les années 1980.
- Le nombre de faillites a été ramené à 2 810 au troisième trimestre de 1997, contre 3 228 au trimestre précédent et 3 941 au premier trimestre de 1996.

CRÉATION d'emplois

Figure 1 : Variation du nombre total d'emplois selon la taille des entreprises au Canada, pour l'ensemble des industries (par trimestre)

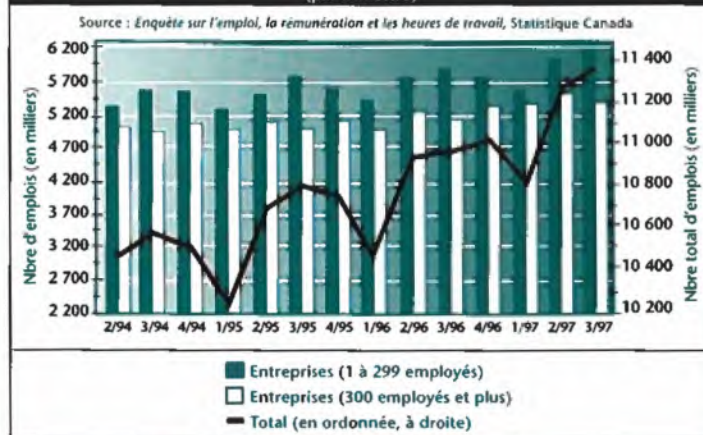


Plus de 430 000 emplois nets ont été créés entre le troisième trimestre de 1996 et celui de 1997, soit une amélioration par rapport aux 146 000 emplois nets créés pendant la période correspondante un an plus tôt. Près de 70 % des emplois créés sont attribuables aux PME.

La variation, de trimestre en trimestre, du nombre total d'emplois rémunérés selon la taille des entreprises est illustrée à la figure 1.

Les petites entreprises (comptant moins de 50 employés) ont créé plus de 130 000 emplois nets; l'augmentation a atteint plus de 174 000 emplois nets dans le cas des moyennes entreprises et

Figure 2 : Nombre total d'emplois selon la taille des entreprises au Canada, pour l'ensemble des industries (par trimestre)

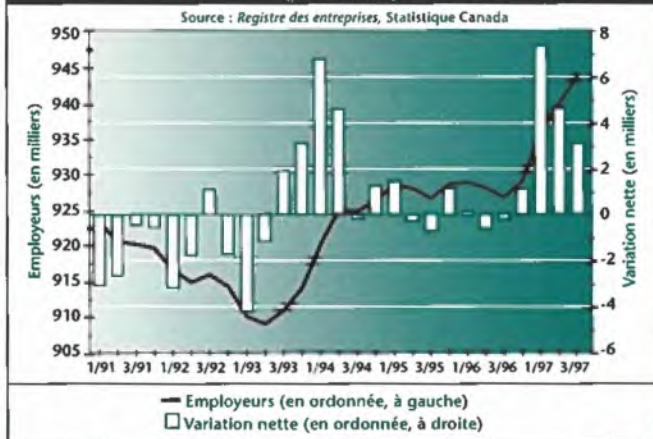


132 000, dans celui des grandes entreprises (comptant plus de 300 employés). Les données selon la taille des entreprises sont présentées à la figure 2.

Durant le troisième trimestre de 1997, les emplois ont surtout été créés dans le secteur des services (39 %), suivi du secteur du commerce (26 %) et de celui de la fabrication (15 %). La croissance enregistrée dans le secteur des services est attribuable principalement aux PME (69,5 %), le reste l'étant aux grandes entreprises. Dans le secteur du commerce, les PME ont repris leur croissance et génèrent maintenant la majeure partie des nouveaux emplois.

ENTREPRISES avec salariés

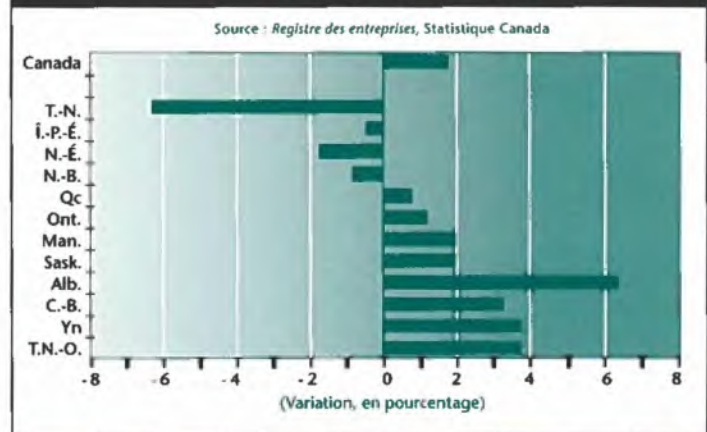
Figure 3 : Tendances dans la croissance des entreprises au Canada, 1991-1997
(par trimestre)



Le nombre de nouvelles entreprises avec salariés au Canada a grimpé de 16 008 entre le troisième trimestre de 1996 et celui de 1997, poursuivant ainsi une croissance en flèche (figure 3). La croissance avait en revanche été négligeable pendant la période correspondante un an plus tôt.

La croissance du nombre d'entreprises avec salariés demeure différente selon les régions du pays (figure 4). Ainsi, l'Alberta affichait l'augmentation la plus marquée, soit 6,3 % ou

Figure 4 : Croissance des entreprises avec salariés selon les régions, 1995-1997



6 461 entreprises, entre le troisième trimestre de 1995 et celui de 1997, tandis que Terre-Neuve a enregistré une baisse de 6,4 % ou 1 275 entreprises pendant la même période. Pour leur part, l'Ontario et le Québec n'ont pas connu de changement important. Les provinces de l'Atlantique ont continué quant à elles d'accuser un recul au cours des deux derniers exercices. Le tableau 1 indique le nombre d'entreprises avec salariés selon la province et le territoire, depuis le premier trimestre de 1992.

Tableau 1 : Nombre d'entreprises avec salariés, par trimestre, 1992-1997

Source : Registre des entreprises, Statistique Canada

	Canada	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yn	T.N.-O.
1992 — T1	916 672	21 093	6 566	28 480	24 778	226 999	307 980	32 353	37 315	95 655	131 059	1 298	1 633
T2	914 962	21 130	6 534	28 556	24 831	226 392	306 002	32 298	37 266	95 744	131 733	1 309	1 627
T3	916 037	21 191	6 548	28 710	24 980	226 317	305 041	32 311	37 297	96 169	132 272	1 322	1 621
T4	914 395	21 085	6 510	28 706	24 965	225 575	303 945	32 265	37 099	96 268	132 873	1 337	1 611
1993 — T1	910 231	20 848	6 410	28 599	24 805	224 327	302 117	32 148	36 839	96 048	133 261	1 350	1 611
T2	909 158	20 859	6 394	28 730	24 761	223 801	300 716	32 065	36 733	96 135	133 822	1 352	1 607
T3	911 052	21 167	6 443	28 992	24 857	224 126	300 044	32 110	36 743	96 630	134 600	1 342	1 609
T4	914 123	21 224	6 509	29 132	25 028	224 784	300 037	32 290	36 819	97 406	135 679	1 333	1 629
1994 — T1	920 869	20 948	6 618	29 254	25 326	226 084	301 371	32 577	36 990	98 756	137 531	1 333	1 652
T2	925 416	20 701	6 655	29 411	25 521	226 887	302 326	32 696	36 850	99 737	138 949	1 345	1 674
T3	925 338	20 509	6 614	29 499	25 570	226 815	302 140	32 671	36 503	100 207	139 681	1 358	1 690
T4	926 712	20 428	6 584	29 571	25 629	227 130	301 915	32 685	36 289	100 783	140 251	1 364	1 705
1995 — T1	928 667	20 546	6 536	29 627	25 668	227 745	301 670	32 703	36 066	101 403	140 661	1 362	1 732
T2	928 422	20 397	6 472	29 519	25 640	227 945	301 188	32 683	35 857	101 902	141 088	1 363	1 758
T3	927 601	20 039	6 437	29 351	25 593	228 100	300 744	32 638	35 750	102 189	141 482	1 366	1 773
T4	928 726	19 911	6 456	29 280	25 578	228 614	300 564	32 682	35 803	102 470	141 738	1 371	1 779
1996 — T1	928 837	19 745	6 484	29 124	25 512	228 689	300 036	32 690	35 726	102 741	141 908	1 385	1 772
T2	928 067	19 441	6 476	28 889	25 385	228 268	299 497	32 716	35 739	103 285	142 323	1 392	1 773
T3	927 769	19 146	6 432	28 717	25 290	227 837	299 160	32 766	35 747	103 961	142 789	1 391	1 782
T4	928 807	18 935	6 412	28 614	25 251	227 725	299 274	32 861	35 841	104 710	143 229	1 393	1 785
1997 — T1	936 057	18 976	6 418	28 698	25 250	229 111	302 433	33 053	36 210	106 112	144 519	1 411	1 802
T2	940 595	18 856	6 399	28 675	25 235	229 568	303 810	33 165	36 406	107 314	145 477	1 424	1 826
T3	943 777	18 764	6 402	28 821	25 379	229 729	304 275	33 280	36 469	108 650	146 193	1 418	1 840

RENDEMENT des entreprises

Au cours des 18 derniers mois, la marge bénéficiaire des grandes entreprises est demeurée relativement stable, entre 6,8 et 7,7 %, soit une hausse marquée par rapport à la marge enregistrée pendant la récession de 1991 à 1993. La marge bénéficiaire des moyennes entreprises a varié entre 5,8 et 7,6 % (figure 5).

Figure 5 : Tendances – Rendement des entreprises
(Nombre total des industries non financières)
(par trimestre)



CONDITIONS d'affaires

Selon l'enquête sur les conditions d'affaires menée par Statistique Canada en octobre 1997, les fabricants ont fait preuve d'optimisme au cours des deux dernières années. D'après la moyenne mobile sur quatre trimestres, tant les grandes que les petites entreprises de fabrication prévoient une augmentation de leur production au cours des trois prochains mois. Dans l'ensemble, les moyennes et les grandes entreprises du secteur étaient plus confiantes que les petites quant à leur capacité de production (figure 6).

Environ 18 % des moyennes et des grandes entreprises du secteur manufacturier avaient l'intention d'accroître leur effectif au quatrième trimestre de 1997, comparativement à 7 % dans le cas des petits fabricants. Toujours selon l'enquête d'octobre 1997, les entreprises, quelle que soit leur taille, n'accordaient guère de priorité au fonds de roulement. Ainsi, à peine 9 % des petits fabricants et 1 % des moyennes et des grandes entreprises ont fait état de problèmes à ce chapitre (figure 7).

Figure 6 : Indice de confiance des fabricants
Opinion sur la production
(par trimestre)

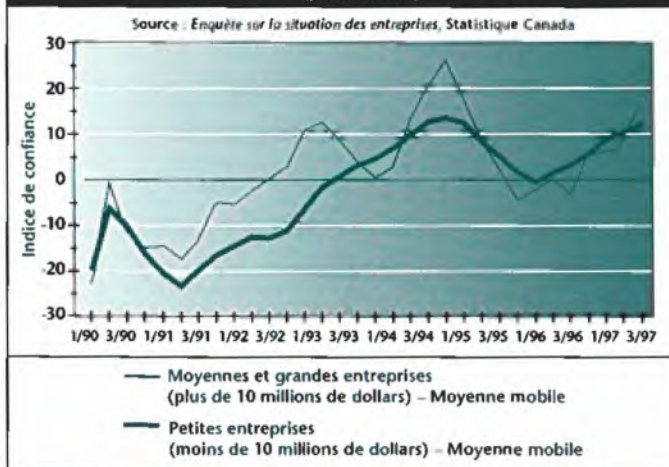
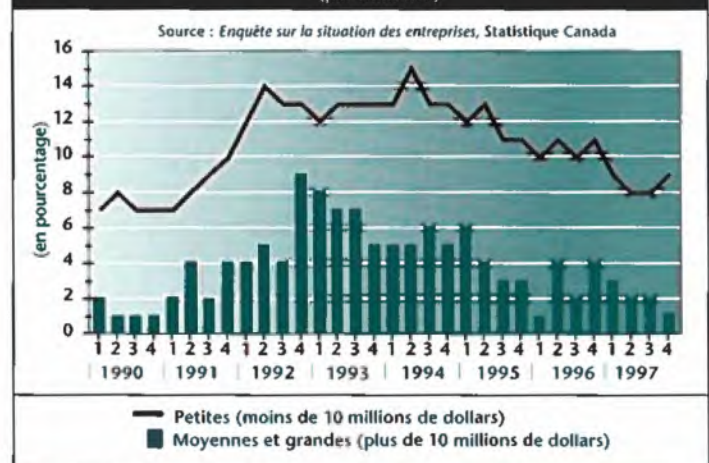


Figure 7 : Problèmes relatifs au fonds de roulement
Petites, moyennes et grandes entreprises de fabrication
(par trimestre)



PRÊTS aux entreprises

Selon la Banque du Canada, le volume des prêts accordés aux PME par les banques à charte a atteint la valeur record de 54 milliards de dollars au troisième trimestre de 1997, soit une augmentation d'environ 9 % par rapport à la même période l'an dernier. C'est le volume des prêts aux moyennes entreprises qui a le plus augmenté (figure 8), soit une hausse de quelque 3 milliards de dollars sur une année, passant d'environ 27 milliards au troisième trimestre de 1996 à près de 30 milliards au trimestre correspondant de 1997. L'augmentation au titre des prêts aux petites entreprises s'est établie à 2,423 milliards de dollars pendant la même période (figure 9).

TRAVAIL indépendant

Le nombre de travailleurs indépendants (selon la définition figurant dans *Information population active*, n° de catalogue 71-001, de Statistique Canada) a atteint 2 527 500 à la fin du troisième trimestre de 1997.

Depuis le début des années 1990, la proportion de travailleurs indépendants au Canada augmente de façon constante par rapport à l'ensemble de la population active, affichant une croissance moyenne de 3,3 % comparativement à 2,4 % dans les années 1980. À l'heure actuelle, les travailleurs indépendants forment 17 % de la population active canadienne, contre 14 % en 1989. (Par comparaison, le nombre d'emplois rémunérés a augmenté en moyenne de 1,9 % dans les années 1980 et de 0,2 % dans les années 1990.)

Les travailleurs indépendants déclarent avoir une semaine de travail plus longue que les travailleurs rémunérés (41,8 heures et 36,1 heures, respectivement) et un revenu moyen légèrement inférieur, mais ils continuent de préférer ce régime de travail. En 1995, à peine 12 % des travailleurs indépendants ont déclaré avoir opté pour ce régime de travail en raison d'un manque de possibilités dans les types d'emplois traditionnels.

FAILLITES commerciales

Le nombre de faillites a été ramené à 2 810 au troisième trimestre de 1997, comparativement aux 3 228 faillites enregistrées au trimestre précédent. Il s'agit d'une baisse considérable par rapport aux 3 941 faillites du premier trimestre de 1996, en l'occurrence le nombre le plus élevé en six ans (figure 10).

L'industrie de la pêche et du piégeage affiche l'amélioration la plus marquée au chapitre des faillites, soit une diminution de 49 % du nombre de faillites entre le troisième trimestre de 1996 et celui de 1997. Le secteur de l'immobilier, celui des finances et de l'assurance et l'industrie des services aux entreprises suivaient dans l'ordre, enregistrant respectivement des baisses de 42, de 27 et de 22 %. On a observé une augmentation du nombre de faillites dans plusieurs secteurs, dont celui de l'exploitation forestière (53 %) et celui du transport et de l'entreposage (19 %).

Figure 8 : Prêts consentis aux moyennes entreprises par les banques à charte*, selon la limite autorisée (en dollars courants) (par trimestre)

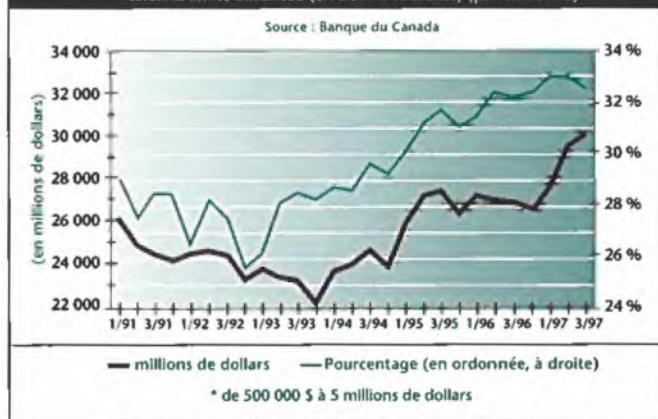


Figure 9 : Prêts consentis aux petites entreprises par les banques à charte*, selon la limite autorisée (en dollars courants) (par trimestre)



Figure 10 : Faillites commerciales et engagements connexes du 1^{er} trimestre de 1991 au 3^e trimestre de 1997 (par trimestre)



COUP D'ŒIL sur l'économie

Indicateurs macroéconomiques

Vigueur de la demande

L'augmentation marquée de la demande intérieure a fait grimper le PIB de 4,1 % (taux annuel) au troisième trimestre de 1997, marquant ainsi le cinquième trimestre de croissance vigoureuse. L'inflation demeure faible malgré cette croissance soutenue. La demande intérieure finale a progressé de 5,9 % au troisième trimestre, grâce à une croissance marquée des dépenses de consommation et des investissements dans les usines et le matériel.

Taux de chômage

Le taux de chômage a été ramené à 8,6 % en décembre, soit son niveau le plus faible depuis septembre 1990.

Inflation

L'inflation demeure jugulée. Le taux annuel d'inflation de l'indice des prix à la consommation s'est établi à 0,9 % en novembre, soit le niveau le plus bas en près de trois ans.

Confiance des consommateurs

Au cours du troisième trimestre, la confiance des consommateurs a atteint le niveau le plus haut en neuf ans. D'après le Conference Board du Canada, l'amélioration des perspectives d'emploi et les taux d'intérêt peu élevés ont un effet favorable à ce chapitre.

Confiance des entreprises

Selon une enquête menée par le Conference Board du Canada, la confiance des entreprises au cours du troisième trimestre demeure proche du sommet atteint précédemment. Plus des deux tiers des entreprises prévoient une amélioration de leur situation financière au cours des six prochains mois.

Dollar canadien

La devise canadienne a considérablement fléchi au cours des derniers mois, atteignant ainsi le niveau le plus bas jamais enregistré. La faiblesse du dollar est en partie attribuable à la volatilité des marchés boursiers internationaux, ce qui a provoqué un mouvement en faveur de devises plus sûres comme le dollar américain.

Taux à court terme

Depuis le 26 juin 1997, la Banque du Canada a augmenté son taux d'escompte de 125 points de base au total, provoquant une hausse similaire des taux préférentiels.

Utilisation de la capacité

Le taux d'utilisation de la capacité a augmenté de 0,7 point de pourcentage au troisième trimestre, sous l'effet combiné de la forte demande extérieure et des dépenses élevées des entreprises et des consommateurs.

Prix des logements

Les logements sont plus abordables que jamais, de sorte que l'accession à la propriété représente une avenue possible pour un nombre accru de locataires.

Perspectives dans le secteur du logement

Les perspectives dans le secteur du logement demeurent très bonnes pour 1998. Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le nombre de mises en chantier devrait augmenter de 9,3 % au cours de l'année, grâce à une forte création d'emplois et à de faibles taux d'intérêt.

Perspectives économiques

Économie

L'économie canadienne devrait connaître une forte reprise cette année. Selon la moyenne des prévisions du secteur privé, elle croîtra de 3,4 % en 1998 et de 3,0 % en 1999.

Organismes internationaux

Les organismes internationaux prévoient également une forte croissance. Ainsi, le Fonds monétaire international s'attend à ce que le Canada enregistre une croissance de 3,2 % en 1998 et à ce qu'il surpasse les autres pays du G-7, alors que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoit, pour le Canada, une croissance de 3,5 % cette année. On s'attend à ce que les économies de l'OCDE connaissent une croissance moyenne de 2,9 % en 1998.

Texte fourni par la Direction générale de l'analyse de la politique microéconomique d'Industrie Canada. On trouvera des renseignements plus détaillés concernant l'économie sur le site Web *Strategis*, aux adresses suivantes :

http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/frndoc/homepage.html
(français)

http://strategis.ic.gc.ca/sc_ecnmy/engdoc/homepage.html
(anglais)

SUPPLÉMENT

Par comparaison avec le régime en place aux États-Unis, le système d'imposition fédérale sur le revenu des sociétés au Canada est très attrayant pour les petites entreprises. Les déductions accordées à ces entreprises ramènent le taux d'impôt de 29,12 % à 13,12 % sur la première tranche de 200 000 \$ de revenu imposable. La réduction accordée aux petites entreprises est nettement moindre aux États-Unis, où le plein taux d'impôt s'applique aux revenus dépassant environ 107 000 \$CAN. Les provinces offrent également une réduction d'impôt aux petites entreprises, mais leur taux moyen est légèrement supérieur à celui des États américains (7 % contre 5 %). Dans l'ensemble, les petites entreprises canadiennes sont nettement avantagées sur le plan fiscal, et ce, pour la plupart des niveaux de revenus.

Au Canada, les petites entreprises bénéficient également de différentes autres mesures fiscales offertes par le gouvernement fédéral, notamment celles qui sont décrites dans les paragraphes suivants.

Impôt sur les gains en capital : Seulement 75 % des gains en capital sont assujettis à l'impôt. Par ailleurs, la première tranche de 500 000 \$ de gains en capital liés à la cession d'actions de petites entreprises détenues par des particuliers est exempte d'impôt sur le revenu. En outre, les pertes en capital découlant de la cession d'actions par un investisseur et les dettes des petites sociétés admissibles peuvent servir à réduire le revenu de l'investisseur. (Les autres pertes en capital ne peuvent être appliquées que pour réduire les gains en capital.)

Crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental : Les sociétés privées (petites entreprises) de propriété canadienne dont le revenu imposable ne dépasse pas 200 000 \$ bénéficient d'un crédit d'impôt remboursable de 35 % sur les dépenses admissibles de recherche

scientifique et de développement expérimental (RS et DE). Les autres sociétés (grandes entreprises) canadiennes ont droit à un crédit d'impôt non remboursable de 20 % sur ces mêmes dépenses.

Sociétés à capital de risque de travailleurs : Les contribuables bénéficient d'un crédit d'impôt fédéral de 15 % sur leurs investissements dans les sociétés à capital de risque de travailleurs et, dans de nombreux cas, d'un crédit d'impôt provincial équivalent. Ces sociétés mettent en commun l'argent de particuliers pour investir dans un portefeuille de petites entreprises.

(Texte fourni par la Direction générale de l'analyse de la politique microéconomique d'Industrie Canada)

Enquête de la Banque de développement du Canada auprès des dirigeants de PME de la nouvelle économie : un mode de vie axé sur l'entreprise

(Texte fourni par la Banque de développement du Canada)

L'expression « nouvelle économie » est devenue synonyme de petites entreprises dynamiques affichant une croissance rapide. Mais que savons-nous de ces entreprises? À quoi les dirigeants attribuent-ils leur réussite? Prévoient-ils des obstacles à leur croissance? Le cas échéant, lesquels?

En décembre 1997, la Banque de développement du Canada a publié les résultats d'un sondage intitulé *Au-delà des affaires : un portrait type des dirigeants de PME de la nouvelle économie au Canada*. Les entrepreneurs interrogés dirigent une entreprise novatrice, fondée sur le savoir ou à forte croissance. Toutes ces entreprises, dont un grand nombre exportent leurs produits ou services, comptent moins de 150 employés.

Selon le sondage, qui mettait en partie l'accent sur le rendement des entreprises, la plupart d'entre elles sont en exploitation depuis moins de dix ans, sont dirigées par une équipe de direction formée de quatre personnes et comptent une quarantaine d'employés; en moyenne, leur chiffre d'affaires annuel se situe entre 1 et 5 millions de dollars. Le sondage a souligné d'autres faits intéressants :

- Les dirigeants de PME de la nouvelle économie interrogés comptent en moyenne huit employés à temps plein de plus qu'un an avant le sondage. La qualité et les compétences de leur personnel ont été le facteur de réussite cité le plus souvent (28 %) pour expliquer le succès de leur

entreprise, suivi du service à la clientèle (21 %), de la qualité des produits et des services offerts (20 %) et de la passion du dirigeant pour son travail (19 %).

- Plus de la moitié (54 %) des répondants ont déclaré que leur entreprise exporte des produits ou des services. En moyenne, les exportations représentent près du quart de leur chiffre d'affaires. La valeur des exportations par rapport au chiffre d'affaires varie proportionnellement à la taille de l'entreprise. Le chiffre d'affaires et les bénéfices sont donc supérieurs dans les entreprises qui comptent plus d'employés.
- Dix-sept pour cent des répondants ont affirmé ne

pas prévoir, dans un avenir proche, d'obstacle majeur à l'essor de leur entreprise. Pour 18 % d'entre eux, la principale contrainte serait liée au financement; pour 15 %, elle se rapporterait à la disponibilité et à la qualité des ressources humaines. Seulement 12 % des répondants considèrent la concurrence comme une menace.

- Près de 64 % des PME visées par le sondage utilisent Internet et 74 % des dirigeants dont l'entreprise s'est dotée d'un accès à Internet naviguent eux-mêmes. Plus du tiers des répondants possèdent un ordinateur portable et près de la moitié ont un télécopieur à la maison. L'usage de l'agenda électronique est également

Taux d'impôt fédéral sur le revenu des petites entreprises

Source : Corporate Taxes a Worldwide Summary, ministère des Finances et Price Waterhouse



■ Canada □ États-Unis

Les petites entreprises sont également assujetties à l'impôt des provinces ou des États. Le taux d'impôt moyen des provinces est légèrement supérieur à celui des États américains (7 % contre 5 %). Les chiffres sont calculés en fonction d'un taux de change de 1 dollar canadien pour 70 cents américains. Le taux canadien de 29,12 % est ramené à 22,12 % dans le cas des activités de fabrication et de transformation.

répandu chez les dirigeants de PME et, pour 79 % d'entre eux, le téléphone cellulaire fait partie de l'équipement courant.

Le sondage a également porté sur la vie personnelle des dirigeants de PME de la nouvelle économie. Malgré les contraintes et le stress inhérents à l'exploitation de leur entreprise, ils sont en moyenne très heureux de la vie qu'ils mènent. Le sondage a souligné quelques autres faits intéressants :

- Près de la moitié des répondants sont titulaires d'un diplôme universitaire. Il s'agit d'une maîtrise – ou même d'un doctorat – dans 16 % des cas. Seulement 28 % n'ont fréquenté ni le collège ni l'université.
- Même s'ils travaillent de 50 à 70 heures par semaine, les dirigeants de PME arrivent à

dormir en moyenne un peu moins de 7 heures par nuit.

- L'âge de 70 % des dirigeants se situe entre 35 et 55 ans; leur âge moyen est 47 ans. De plus, 88 % d'entre eux vivent en couple et 87 % ont des enfants.
- L'an dernier, 4 répondants sur 10 ont pris 7 jours de vacances ou moins. Cependant, parmi ceux qui se sont accordé un congé d'au moins une semaine, 46 % sont demeurés en

contact quasi permanent avec leur entreprise ou leurs clients et 24 % l'ont été à l'occasion, ce qui donne à penser que 70 % des répondants continuent de diriger leur entreprise même pendant leurs vacances.

« L'entreprise devient leur mode de vie. Elle est au cœur même de leur travail, de leurs vacances. Ils jouent au golf parce qu'ils peuvent faire des affaires en même temps. Et ça leur rapporte financièrement », affirme Dave Mowat, premier

vice-président de la Banque de développement du Canada, Marchés émergents.

Le texte intégral des résultats du sondage intitulé *Au-delà des affaires : un portrait type des dirigeants de PME de la nouvelle économie au Canada* est diffusé sur le site Web de la Banque de développement du Canada (<http://www.bdc.ca>).

Les entreprises peuvent obtenir un exemplaire du rapport en composant le 1 888 INFO-BDC, c.-à-d. (1 888 463-6232).

BULLETIN TRIMESTRIEL SUR LA PETITE ENTREPRISE

BUREAU DE L'ENTREPRENEURSHIP ET DE LA PETITE ENTREPRISE

Chef d'équipe : James Kendrick
Rédacteur : Rizak Abdullahi

Le *Bulletin trimestriel sur la petite entreprise* est publié par le Bureau de l'entrepreneurship et de la petite entreprise d'Industrie Canada. Il permet de connaître en un clin d'œil les plus récentes tendances dans le secteur de la petite entreprise au Canada.

Veuillez faire parvenir vos commentaires au rédacteur :

Rizak Abdullahi
Bureau de l'entrepreneurship
et de la petite entreprise
Industrie Canada
Bureau 505A
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Téléphone : (613) 954-3601
Télécopieur : (613) 954-5492
Adresse électronique :
abdullahi.rizak@ic.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du chef
du Canada (Industrie Canada)
1998

ISSN 1205-9099
S1857F

FAITS nouveaux

ISBC 1999

Le Canada sera l'hôte de l'International Small Business Congress (ISBC), qui se tiendra à Toronto du 12 au 15 octobre 1999. Des représentants des petites entreprises, des administrations publiques, des associations de l'industrie et des universités, ainsi que d'autres spécialistes de plus de 60 pays se réunissent annuellement dans le cadre de l'ISBC. Ils se servent de cette importante tribune pour examiner les dossiers complexes qu'ont à gérer les PME et pour échanger des informations sur les politiques et les pratiques se rapportant à ces entreprises.

John Bulloch, président et fondateur de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, préside le comité directeur de l'ISBC. La Fédération aura un rôle de premier plan à jouer : donner des conseils sur l'élaboration du programme et faire la promotion de l'événement auprès de ses 88 000 membres. Le congrès de 1999 devrait accueillir plus de 1 000 participants, dont 300 délégués provenant de l'étranger.

Capital de risque

Le site Web du programme Étapes vers le capital de croissance, qui ouvre la porte à des sources éventuelles de capital de risque et donne des conseils pour améliorer la qualité et la portée des investissements, aidera les entreprises à fort potentiel de croissance à trouver des investisseurs. Le programme en 13 modules, qui traite un très large éventail de sujets, aide notamment à déterminer les besoins financiers, à trouver des investisseurs et à entretenir des relations avec ces derniers. Étapes vers le capital de croissance se trouve sur Internet (<http://strategis.ic.gc.ca/croissance>).

Certification des conseillers auprès des petites entreprises

Un nouveau comité consultatif fédéral-provincial a été créé dans le but d'élaborer et de valider des normes professionnelles visant les conseillers auprès des petites entreprises. L'élaboration de

normes canadiennes intersectorielles se traduira par une amélioration du service offert aux clients et deviendra la pierre angulaire d'une profession en plein essor. Par exemple, dans les provinces de l'Atlantique, où la certification est offerte par l'intermédiaire de l'Institute of Small Business Counsellors, Inc., environ 270 conseillers auprès des entreprises se sont inscrits. Les normes régissant la consultation auprès des petites entreprises devraient gagner du terrain dans les milieux internationaux grâce à des groupes tels que l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

Pratiques en gestion des affaires

Souhaitez-vous connaître les pratiques exemplaires en gestion des affaires? Les sessions « Demandez à l'expert » sur le site Web *Contact!* d'Industrie Canada présentent les réponses, données par des experts en affaires de tout le pays, à des questions touchant des sujets tels que la collecte d'information, la commercialisation et le financement. En outre, le site renferme une bibliothèque qui donne accès à plus de 550 articles portant sur une vaste gamme de sujets dans le domaine des affaires. Pour obtenir de plus amples renseignements, visitez *Contact!* (<http://strategis.ic.gc.ca/contact>).

Foires-info pour la petite entreprise – 1998

Êtes-vous à la recherche d'une nouvelle idée commerciale? Avez-vous des projets d'expansion? Exportez-vous dans le monde? Les foires-info pour la petite entreprise organisées par le gouvernement du Canada offrent des dizaines de programmes fédéraux et de nombreux séminaires pratiques. Deux moyens gratuits sont à votre disposition pour accéder à l'information : assistez à l'une des 25 foires-info qui se tiendront dans toutes les régions du Canada ou visitez le site Web des foires-info (<http://strategis.ic.gc.ca/foires-info>).

